

WikiLeaks : « C'est intéressant de voir la censure en Occident »

vendredi 24 décembre 2010, par [ASSANGE Julian](#), [EUDES Yves](#) (Date de rédaction antérieure : 24 décembre 2010).

ELLINGHAM (ANGLETERRE), ENVOYÉ SPÉCIAL - Depuis sa libération conditionnelle après neuf jours de prison, Julian Assange vit avec sa garde rapprochée dans un manoir, en pleine campagne anglaise, prêté par un riche sympathisant de WikiLeaks. En attendant que la justice britannique décide s'il sera extradé vers la Suède, suite à deux plaintes pour agression sexuelle, il est soumis à un strict contrôle de police.

Malgré ces contraintes, il a dû se remettre au travail aussitôt, car les problèmes financiers de WikiLeaks se sont brutalement aggravés. Coup sur coup, le service de paiement en ligne PayPal, les sociétés de cartes de crédit Visa et MasterCard, puis Bank of America et la banque suisse Postfinance ont bloqué sans préavis les transactions de WikiLeaks, et fermé des comptes personnels de Julian Assange.

Dans un entretien accordé au *Monde*, il reconnaît que ces mesures ont eu un effet dévastateur : « Grâce à la médiatisation de notre action, nous avons commencé à recevoir près de 100000 euros de dons par jour » - surtout des petites sommes provenant de sympathisants du monde entier.

Cela n'a pas duré : « Les banques ont tout coupé. En une semaine, nous avons subi un manque à gagner de près de 100 000 euros par jour, soit au total un demi-million d'euros. Or ce trésor de guerre nous aurait permis de continuer à fonctionner pendant au moins six mois. Et cette perte augmente jour après jour. »

Selon lui, cette cascade d'interdictions bancaires n'est pas une coïncidence. Il est persuadé que Washington, qui veut sa perte depuis que WikiLeaks divulgue ses documents militaires et diplomatiques confidentiels américains, orchestre en sous-main une guerre financière : « C'est intéressant de voir comment fonctionne la censure en Occident. Une censure économique extrajudiciaire, résultant d'ingérences politiques visant des multinationales. Ces pressions s'étendent aux banques suisses, sensibles aux menaces américaines de réglementation des flux financiers. »

FRAIS DE JUSTICE

Le manque d'argent se fait aussi sentir sur le front judiciaire, car WikiLeaks est régulièrement traîné devant les tribunaux : « Le fonds de soutien servant à assurer notre défense a été paralysé. Par générosité, des avocats travaillent pour nous bénévolement, mais d'autres ont besoin d'être payés. WikiLeaks a une dette de plus 200 000 euros de frais juridiques. »

S'y ajoutent les dépenses engendrées par l'affaire personnelle de M. Assange, son combat contre la procédure d'extradition : « Si l'on inclut le paiement de ma caution, mes frais de justice se montent déjà à environ 500 000 euros. » A elle seule, la traduction en anglais des documents judiciaires envoyés par la Suède a coûté près de 20 000 euros - alors que la convention européenne des droits de l'homme obligeait la justice suédoise à fournir les documents déjà traduits.

Julian Assange se veut pourtant optimiste : « *A ma sortie de prison, j'ai été impressionné par la vague de soutien dont nous avons bénéficié.* » Il n'approuve pas les cyberattaques menées en représailles contre les banques par des hackers gagnés à sa cause, mais il y voit un indice de sa popularité montante sur le Net, et au-delà.

Par ailleurs, ses partisans ont lancé une contre-attaque judiciaire : la société islandaise qui gère une partie des transactions de WikiLeaks a porté plainte contre Visa Europe pour rupture abusive de contrat.

WikiLeaks a réussi à conserver quelques canaux de financement, notamment via la fondation allemande Wau Holland (proche de l'association de hackers libertaires Chaos Computer Club), qui collecte et gère des fonds pour WikiLeaks depuis des années. Mais Julian Assange note que la guerre insidieuse contre lui semble se poursuivre : « *D'un seul coup, sans raison valable, les autorités cherchent à remettre en cause le statut d'association caritative de Wau Holland* », ce qui risquerait d'entraver ses activités financières.

En attendant, il invite ses partisans à lui envoyer de l'argent au moyen de transferts vers des comptes en Islande et en Allemagne, ou par mandat postal vers des adresses en Angleterre et en Australie.

Yves Eudes

P.-S.

* Article paru dans le Monde, édition du 25.12.10. | 24.12.10 | 12h30 • Mis à jour le 24.12.10 | 17h59.